



## CHS-CT du Pas de Calais

Le 04 décembre 2015

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui en seconde convocation du CHS-CT pour parler de la réorganisation des services de Direction à laquelle s'ajoutent les mesures de sécurité prises suite aux attentats du 13 novembre 2015.

**Monsieur le Président**, une nouvelle fois, nous vous invitons à relire la déclaration commune lue lors de la 1<sup>ère</sup> convocation et dans laquelle vous trouverez certainement des éléments de réponse sur ces deux sujets.

**Monsieur le Président**, nous ne pouvons pas commencer cette réunion sans évoquer ce qui s'est passé le mercredi 2 décembre au Centre des Finances Publiques de Lens :

Un envahissement du hall d'accueil dans la matinée par une cinquantaine de personnes, le Maire d'Avion, des élus municipaux et des habitants d'Avion. Un envahissement qui a duré la journée complète, le temps de tractations entre les élus, vous, Monsieur le Président, et la sous-préfète. Nous utilisons bien le terme de tractations puisqu'il ne pouvait s'agir d'un dialogue sain et serein au vu des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette journée. Des tractations, donc Monsieur le Président, qui aboutissent à une décrédibilisation de notre administration, à une situation précaire quant à notre présence territoriale, mais surtout à une mise en danger du personnel de votre Direction.

Pourquoi une telle journée s'est produite ?

Voici quelques éléments de réponses : la violence des annonces des restructurations, la précipitation et la légèreté dans le déroulement de ces opérations, l'absence de concertation avec tous les acteurs concernés par ces restructurations, et votre refus obstiné d'écouter et d'entendre les représentants des personnels.

De plus, **Monsieur le Président**, à aucun moment, vous n'avez informé les représentants du CHS-CT de ces événements.

**Monsieur le Président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,**  
**vous êtes également le Président du Comité Technique Local,**  
**et vous êtes également le Directeur Départemental des Finances Publiques,**  
à ces multiples titres, vous avez la responsabilité de l'utilisation des deniers publics dans le département, vous avez la responsabilité de la bonne réalisation de nos missions de service public sur ce territoire et vous avez surtout la responsabilité de la sécurité et de la protection des agents qui travaillent dans notre département.

Nous exigeons, donc de votre part, un véritable engagement sur l'ensemble de ces responsabilités.

Concernant, le sujet du jour, nous déplorons de ne pas avoir le même niveau d'information que la Direction, notamment le retour du questionnaire des agents de la Direction...Une fois de plus, le dialogue social dans le département est tronqué !!!

Une fois encore, cette réorganisation, que vous êtes le seul à vouloir et comprendre, est prise avec violence par tous les agents concernés consultés ou non et est traitée avec nonchalance par vos soins.

Un conseil de bon sens, avant toute réorganisation, nous vous invitons, **Monsieur le Président**, à répertorier les missions. Pour ces missions, vous déterminez les agents avec leurs connaissances et/ou avec la formation utile à la bonne réalisation des missions et enfin vous leur donnez les moyens nécessaires pour travailler en toute sécurité et dans de bonnes conditions de travail.

Malheureusement, cette démarche, vous ne la faites pas de peur de voir la réalité de l'état des services dont vous avez la charge ! !

A chaque éternuement de la DG, à chacun de vos déplacements, **Monsieur le Président**, vos annonces se succèdent et se chevauchent au détriment des agents !!!

C'est pourquoi, **Monsieur le Président**, nous vous demandons solennellement de mettre en place immédiatement un moratoire sur toutes les restructurations en cours et à venir. A défaut, nous mettrons en place et par tous les moyens à notre disposition, le rapport de force dans lequel vous nous obligez à entrer.

Les représentants en CHS-CT pour SOLIDAIRES Finances